



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

PROGRAMME DE RÉPONSE DE LA FAO

AFRIQUE DE L'OUEST

RENFORCER LA RÉSILIENCE DES MÉNAGES AFFECTÉS PAR L'ÉPIDÉMIE D'EBOLA

OCTOBRE 2014 – DECEMBRE 2015

ÉPIDÉMIE DE LA MALADIE À VIRUS EBOLA



«Davantage d'efforts sont nécessaires pour répondre aux autres conséquences de l'épidémie tels que la pauvreté, l'insécurité alimentaire, la protection et le coût du financement des interventions.»

– David Nabarro,
Coordonnateur Principal du Système des Nations Unies
pour le virus Ebola

Version mise à jour – Juin 2015

Crédits photographique:

FAO/John Monibah, FAO/Glenna Gordon, FAO/Charles Bebay, FAO/Jesse Bonwitt, FAO/Glenna Gordon, FAO/Peter DiCampo and FAO/Ibrahim A. Hama.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités. Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

©FAO 2014

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

TABLE DES MATIÈRES

PROGRAMME DE RÉPONSE DE LA FAO	4
CONTEXTE	4
JUSTIFICATION	5
STRATÉGIE ET FINANCEMENT REQUIS	8
AVANTAGE COMPARATIF	9
RÉPONSE	11
1 SAUVER DES VIES EN STOPPANT LA PROPAGATION DE LA MALADIE	11
2 DYNAMISER LES REVENUS ET LA PRODUCTION AGRICOLE POUR PRÉSERVER LES MOYENS D'EXISTENCE	14
3 RÉDUIRE LES RISQUES ET AMÉLIORER LES SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE ET LES INTERVENTIONS D'URGENCE	18
4 RENFORCER LA COORDINATION POUR UNE RÉPONSE AMÉLIORÉE	21
SOMMAIRE DU FINANCEMENT DE JUIN 2015	24
BUDGET DU PROGRAMME	25
PROGRAMMES DE RÉPONSES NATIONALES	26
GUINÉE	26
LIBÉRIA	32
SIERRA LEONE	38
ACTIVITÉS RÉGIONALES	44

CONTEXTE

Depuis décembre 2013, l'épidémie de maladie à virus Ebola (MVE) a gravement touché la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone. L'épidémie a engendré des pertes humaines tragiques et affecte l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. La gravité de la situation a poussé l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) à qualifier l'épidémie d'urgence de santé publique de portée mondiale, le 8 août 2014, et à publier un plan d'action, le 28 août. Le 21 septembre, le Secrétaire général a mis en place la Mission des Nations Unies pour la réponse d'urgence à Ebola (UNMEER) pour endiguer la propagation de l'épidémie. L'aggravation sans précédent de l'épidémie est liée au manque d'expérience dans le contrôle du virus couplé à la faiblesse des systèmes de santé et aux infrastructures défaillantes. L'impact sur la santé publique et la situation socio-économique a été très important. Le 9 mai 2015, le Libéria a été déclaré indemne de la MVE jusqu'au 28 juin, date à laquelle un nouveau cas a été confirmé dans le Comté de Margibi. L'épidémie subsiste en Guinée et au Libéria bien qu'à une faible intensité. Au 20 juin 2015, un total de 27 352 cas confirmés, probables et suspects étaient rapportés en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone et 11 178 personnes y sont décédées.

L'épidémie a sérieusement affecté le secteur agricole et d'élevage, ainsi que la sécurité alimentaire en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. La fermeture des frontières, l'imposition de mesures de quarantaine et d'autres restrictions de mouvements ont sérieusement perturbé le marché des biens y compris les matières agricoles. La FAO, le PAM, les gouvernements et leurs partenaires ont mis en œuvre conjointement des missions d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM) en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. Les rapports CFSAM qui ont été publiés en décembre 2014 fournissent une analyse complète des productions agricoles, des prix, des marchés, du commerce et de la situation des stocks vivriers. Ces rapports ont conclu que les pertes de productions agricoles étaient relativement modestes au niveau national mais que des disparités significatives existaient au niveau local, en particulier dans les zones les plus affectées par les taux élevés d'infection.

JUSTIFICATION

Basée sur i/ les missions d'évaluation FAO/PAM/gouvernements des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM), ii/ les évaluations de l'impact de la MVE sur les Associations villageoises de crédit et d'épargne (AVCE), iii/ les évaluations de sécurité alimentaire m-VAM du PAM, iv/ des analyses du Cadre harmonisé et v/ l'étude des chaînes de valeur agricoles dans le contexte de la MVE, quatre principaux impacts de la MVE sur la sécurité alimentaire ont été identifiés:

- **Une réduction de la disponibilité alimentaire liée à la perturbation des activités agricoles et des échanges commerciaux**

La perturbation des activités agricoles et du commerce des intrants ainsi que des denrées alimentaires résultant de l'abandon des terres, des restrictions de déplacements et de la fermeture des marchés hebdomadaires:

- Guinée: des milliers de tonnes de pommes de terre et de légumes pourrissent quotidiennement chez les producteurs et commerçants et les prix du marché se sont effondrés. Les pertes après récolte ont été estimées à environ 40 à 50 pour cent. Le volume total de la production agricole (3 040 000 tonnes) était de trois pour cent inférieur à celui observé en 2013. Sur ce total, la production de riz usiné a été estimée à 1,315 millions de tonnes, environ quatre pour cent en dessous du niveau de l'année précédente.
- Libéria: la réduction de la production agricole était estimée entre 10 et 25 pour cent dans les zones les plus touchées, et la production agricole nationale (323 000 tonnes) était d'environ 8 pour cent inférieure à celle de 2013. Sur ce total, la production de riz usiné (en utilisant le degré d'usinage de 66,7 pour cent) était estimée à 174 000 tonnes, soit environ 12 pour cent en dessous du niveau de l'exercice précédent. Toutefois, le riz représente toujours l'essentiel de la production totale de céréales.
- Sierra Leone: avant l'épidémie de MVE, la Sierra Leone était menacée par une pénurie alimentaire, avec 2,5 millions de personnes - soit 45 pour cent de la population – reconnus comme étant en situation d'insécurité alimentaire (6,5 pour cent sévèrement et 38,5 pour cent modérément), avec des taux d'insécurité alimentaire dépassant 70 pour cent dans cinq districts. L'épidémie de MVE s'est déclarée à une période critique pour la saison agricole du riz et d'autres cultures vivrières importantes, notamment le manioc, les patates douces, les légumes et l'huile de palme. Bon nombre d'agriculteurs n'ont pas été en mesure d'achever les principales activités agricoles à temps, en raison des restrictions de mouvements et par peur de la maladie. La production agricole totale (2,09 millions de tonnes) est d'environ cinq pour cent inférieure à celle enregistrée pour la récolte de 2013. Sur ce total, la production de riz usiné était estimée à 770 000 tonnes, soit 8 pour cent en dessous du niveau de l'année précédente.

Ces données nationales dissimulent des impacts plus importants dans les districts les plus touchés tels que la préfecture de N'Zérékoré (Guinée), où la production de riz a enregistré une baisse de 8,5 pour cent, et les comtés de Lofa et de Margibi (Libéria), où les pertes de cultures

de paddy ont été estimées à environ 20 pour cent. Dans le comté de Kailahun (Sierra Leone), la baisse de la production de riz atteint jusqu'à 17 pour cent.

- ***L'instabilité des prix et les graves perturbations des chaînes de valeurs des denrées alimentaires, en raison de pénuries liées à la réduction de la production, à la perturbation des transports et aux mesures de quarantaine***

Une étude conduite par la FAO et le CIRAD sur les chaînes de valeurs des produits agricoles et animaux ainsi que sur la commercialisation dans le contexte de la MVE a montré que l'épidémie a perturbé le fonctionnement des chaînes de valeurs agricoles transfrontalières. La maladie a sévèrement affecté la collecte et le transport des productions agricoles et animales vers les zones de consommation. L'industrie de l'aliment du bétail a également été affectée par la fermeture de frontières. L'étude recommande d'établir des corridors commerciaux sains, basés sur les mesures d'atténuation de santé publique le long des filières. Ces perturbations ont conduit à des pertes significatives de revenus pour les producteurs, les commerçants et les petits détaillants impliqués dans les filières affectées par la MVE. La situation des marchés s'est améliorée suite à la levée de quelques mesures de restriction comme la réouverture des frontières et la fin des quarantaines.

En Sierra Leone, le prix du riz importé en avril 2015 était relativement stable comparé à mars 2015 et aux niveaux de l'année passée. Toutefois, le prix du riz local a augmenté dans tous les marchés comparé à mars 2015 et la tendance des prix était différente de celle de l'année passée. Ainsi, le prix du riz local à Freetown, Kono et Moyamba ont augmenté de 40 pour cent, 33 pour cent et 33 pour cent comparés respectivement aux niveaux de 2014 à la même époque. À l'inverse, à Kambia, Kenema et Port Lolo, le prix du riz local a baissé d'environ 15 pour cent sur la même période¹.

Au Liberia, le prix du riz local et importé est resté stable ou a baissé dans la plupart des districts à l'exception des Comtés de Bomi, Grand Cape Mount, Nimba et Lofa. Dans le Lofa, le prix du riz local a augmenté de 9 pour cent et le prix du riz importé de 8 pour cent, compensant ainsi la baisse des prix enregistrée depuis mars 2015. Le prix de l'huile de palme est également resté stable ou a baissé dans tout le pays, en raison de l'offre abondante due au pic de la récolte. Le Lofa fait exception car les prix de l'huile de palme y ont augmenté de 7 pour cent. Depuis que les frontières sont à nouveau ouvertes, des zones comme le Lofa ont pu voir une augmentation de la demande pour l'huile et le riz venant des pays voisins².

En Guinée, le prix des céréales produites localement (riz et maïs) est généralement stable ou a baissé entre mars et avril 2015 en raison de flux réguliers des importations du marché international et du bon approvisionnement des marchés locaux. Cette stabilité des prix favorise l'accès alimentaire des ménages pauvres et dépendants des marchés. Cependant, le prix du riz local à Nzérékoré et du maïs à Labé a augmenté de 12 pour cent et 18 pour cent respectivement, entre mars et avril 2015, à cause de la demande saisonnière locale en augmentation³.

¹ FEWS NET.

² M-VAM.

³ FEWS NET.

- **Un impact négatif sur les sources de revenu des ménages, les moyens d'existence et le pouvoir d'achat**

En Guinée, les rapports⁴ indiquent que les chaînes de valeur de la pomme de terre, des fruits et des légumes ont été sérieusement touchées par la fermeture des frontières entre le Sénégal et la Guinée. La production de pommes de terre a diminué de 40 pour cent ce qui a conduit à une baisse de son prix de 15 pour cent comparé à l'année précédente à la même époque⁵. De même, au Sénégal, le marché de Diaobé à proximité de la frontière avec la Guinée a connu une réduction significative de son activité, affectant les commerçants dans la localité.

Outre l'impact de l'épidémie de MVE sur les moyens d'existence, au Libéria près de la moitié des personnes interrogées dans les zones urbaines et un tiers au niveau rural qui travaillaient en 2014 ont perdu leur emploi entre octobre et novembre 2014⁶. Les analyses de la sécurité alimentaire m-VAM⁷ du PAM indiquent que des mécanismes d'adaptation négatifs sont davantage mis en œuvre par les ménages les plus pauvres vivant dans les zones rurales affectées par la MVE et par les ménages ayant à leur tête une femme.

Les analyses de la sécurité alimentaire et de la nutrition avec l'approche du Cadre harmonisé⁸ en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone réalisée en février 2015 indiquent que pour la période février – mars, 3 900 000 personnes étaient en situation de sécurité alimentaire sous stress et 1 235 000 personnes en situation de crise alimentaire. Les projections faites pour la période juin – août 2015 indiquent que 4 650 000 personnes étaient en sécurité alimentaire sous stress et 2 215 000 personnes en situation de crise alimentaire.

- **Un impact négatif dans de nombreux secteurs de l'économie**

Selon l'évaluation conjointe rapide, les ménages agricoles dans les trois pays seraient confrontés à plus de difficultés que d'habitude dans la commercialisation de leurs cultures de base et de rente en raison des perturbations du marché, des pertes post-récolte accrues, d'une diminution du petit commerce des femmes et d'une demande réduite. Par conséquent, les revenus anormalement faibles auront probablement un impact négatif sur l'accès aux aliments pour les ménages pauvres et qui sont dépendants du marché dans les trois pays. Les ménages directement affectés par les incidences de la MVE ont été les plus sévèrement touchés à travers la perte d'opportunités d'emploi et de revenus, l'augmentation des dépenses et une baisse de la production agricole, puisqu'ils n'ont pas pu accéder à leurs champs.

⁴ Mission conjointe FIDA-PNUD, 20-24 Septembre 2014 en Moyenne Guinée.

⁵ CILSS/FAO/FEWSNET/PAM/RESIMAO, Missions conjointes d'évaluation de la sécurité alimentaire et des marchés, Bassin Ouest, mars 2015.

⁶ Étude récente de la Banque Mondiale, Gallup et l'Institut libérien de la statistique.

⁷ Données collectées par téléphone mobile.

⁸ L'analyse du Cadre Harmonisé est basée sur le cadre analytique de l'IPC 2.0 qui intègre l'analyse de quatre indicateurs de résultat (consommation alimentaire, statut nutritionnel, évolution des moyens d'existence et mortalité) et des facteurs contributifs comme les aléas, la vulnérabilité, la disponibilité, l'accès, l'utilisation alimentaire et la stabilité alimentaire, qui peuvent influencer les résultats de la sécurité alimentaire.

En Guinée, 91 pour cent de la population des districts les plus touchés est confrontée à une augmentation du coût de la main d'œuvre agricole. S'ajoutant à la baisse du prix au producteur et la perte des opportunités de petit commerce, cela a conduit à une chute considérable du pouvoir d'achat. Au Libéria, le capital financier d'épargne et de crédit des groupes de femmes a été également sévèrement affecté, puisque les membres n'ont pas pu rembourser leurs prêts. En outre, l'augmentation du prix du riz importé qui est le plus consommé, a affecté le pouvoir d'achat des acheteurs nets. L'enquête d'évaluation rapide menée en Sierra Leone a révélé que 85 pour cent des personnes interrogées ont souligné qu'elles ont eu des difficultés à accéder à la nourriture au cours de ces quatre derniers mois. Cela a appauvri la qualité des repas et diminué leur quantité de consommation par jour.

STRATÉGIE ET FINANCEMENT REQUIS

La priorité absolue de la FAO et de tous les partenaires de l'ONU est d'endiguer l'épidémie et de mettre un terme aux pertes tragiques en vies humaines. Des actions immédiates doivent également être mises en place pour éviter une potentielle crise alimentaire. La stratégie de la FAO est donc axée sur le soutien aux activités qui permettent de sauver des vies et sur la sauvegarde de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des moyens d'existence.

La stratégie de la FAO est basée sur quatre axes:

- 1 Sauver des vies en stoppant la propagation de la maladie** dans le cadre de la réponse coordonnée de l'ONU grâce à la mobilisation sociale, la formation et des activités de sensibilisation, à travers les réseaux de la FAO, en particulier les services de vulgarisation agricoles et les agents en santé animale.
- 2 Dynamiser les revenus et la production agricole pour préserver les moyens d'existence** grâce à des évaluations d'impact rapides et le soutien à la production agricole et d'élevage, des transferts monétaires, des activités post-récolte et de soutien à la commercialisation.
- 3 Réduire les risques et améliorer les systèmes d'alerte précoce et les interventions d'urgence.**
- 4 Renforcer la coordination pour une réponse améliorée** en appuyant les groupes sectoriels sur la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que la coordination entre les secteurs de santé animale et humaine et en développant des mécanismes de réponse.

La FAO lance un appel de financement pour 42 millions d'USD pour son Programme de réponse, afin de venir en aide à près de 170 000 ménages agricoles les plus affectés par l'épidémie.

Total des financements requis: 42 425 000 USD

- Guinée: 14 180 000 USD
- Libéria: 10 000 000 USD
- Sierra Leone: 12 750 000 USD
- Pays à risque: 3 345 000 USD
- Activités régionales: 2 150 000 USD

La FAO a décliné sa stratégie à travers des programmes de réponse pays mettant en évidence les principaux axes d'intervention devant être mis en œuvre en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, ainsi qu'au niveau régional.

Au total 170 000 ménages agricoles parmi les plus touchés par l'épidémie ont été identifiés pour recevoir une aide directe, et sont répartis de la manière suivante:

- Guinée: 75 000 ménages;
- Libéria: 25 000 ménages;
- Sierra Leone: 70 000 ménages

Le Mali et les pays à risque bénéficieront également de l'approche régionale intégrée et de long terme de la FAO pour soutenir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en réduisant les risques de MVE à l'interface entre les hommes, les animaux et les écosystèmes.

AVANTAGES COMPARATIFS

Bénéficiant d'une expertise scientifique et d'appui à l'élaboration de politiques de haut niveau en matière de sécurité alimentaire, de nutrition, de production agricole durable, de gestion des ressources forestières, de production et santé animale, et en écologie des maladies, la FAO a un positionnement unique pour développer et mettre en œuvre ce plan d'action en réponse à l'épidémie de MVE.

La FAO regroupe des **experts techniques** dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la sécurité sanitaire des aliments, de l'intervention d'urgence, du renforcement des capacités, des politiques et législations en matière d'élevage, de la socio-économie, des moyens d'existence, des marchés, du commerce, de la surveillance des maladies animales, de la faune sauvage, de la communication pour le développement et de la gestion et de l'analyse de données. Cette combinaison de connaissances techniques et pratiques donne à la FAO un avantage comparatif pour répondre aux impacts considérables de l'épidémie à travers une approche unique, multidisciplinaire et multisectorielle.

Endiguer cette épidémie requiert de plus la collaboration de tous les ministères, notamment de l'agriculture, de la santé, de la faune sauvage et du commerce, aux niveaux national et international. En tant que corps d'excellence et agence impartiale des Nations Unies, la FAO dispose d'un **accès aux acteurs concernés**, qui travaillent tout au long de la filière alimentaire, depuis la production jusqu'à la consommation (incluant les agences gouvernementales, les entreprises alimentaires, la recherche et les consommateurs). La FAO est idéalement placée pour développer des politiques et législations appropriées et identifier des pratiques innovantes, afin de répondre aux problèmes posés par la viande de brousse et la faune sauvage et mettre en œuvre des bonnes pratiques. La FAO est également bien positionnée pour apporter son soutien au renforcement de la coordination nationale entre les services vétérinaires et les départements ministériels en charge de la faune sauvage, de la communication et de la santé publique. Ces liens permettent à la FAO d'appuyer les pays dans la mise en place d'approches intégrées efficaces en matière de gestion des maladies

La FAO entretient également **des partenariats forts avec les acteurs de premier plan** en matière d'aide humanitaire et d'aide au développement aux niveaux international, régional et national. Parmi ces partenaires, on compte le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'OMS, l'Organisation Ouest Africaine de la Santé, le PAM, l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), les ONG et les acteurs du monde de la recherche. Dans le cadre de la réponse coordonnée des Nations Unies face à la MVE, la FAO s'appuiera sur ses partenariats pour impliquer les acteurs les plus pertinents et assister les pays de la manière la plus efficace qui soit. Dans le cadre de leur alliance tripartite, la FAO, l'OIE et l'OMS ont joint leurs efforts dans l'approche « Une seule santé » et reconnaissent leurs responsabilités respectives dans la lutte contre les maladies y compris les zoonoses qui peuvent avoir un impact important sur la santé et l'économie. Les trois agences travaillent ensemble depuis plusieurs décennies pour prévenir, détecter, contrôler et éradiquer les risques de maladies qui sont directement ou indirectement d'origine animale.

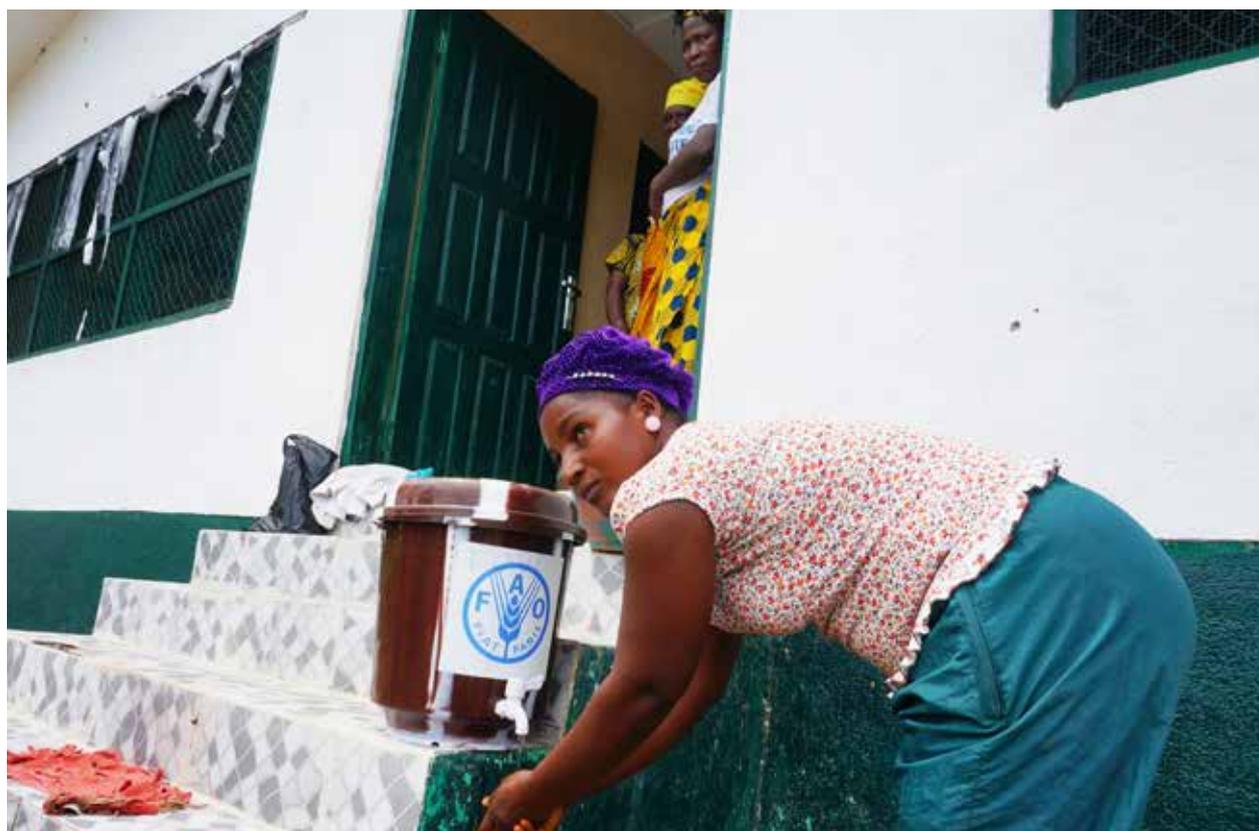
La FAO intègre **la dimension genre** dans sa stratégie de développement et promeut une réponse à la MVE sensible au genre. Les femmes ont un rôle clé à la fois dans la production alimentaire, mais également dans le commerce des denrées alimentaires. Les questions liées au genre pour les hommes et les femmes, les garçons et les filles, et les personnes handicapées et/ou vivant avec le VIH seront spécifiquement adressées depuis une perspective basée sur les droits à l'alimentation et la nutrition.

La redevabilité, la transparence et la gestion basée sur les résultats sont fondamentales pour le travail, la méthodologie et les résultats de la FAO. La FAO développera des indicateurs clés pour toutes les interventions proposées, et assurera un rapportage basé sur les résultats et un suivi conjoint en collaboration avec toutes les parties impliquées dans la mise en œuvre.

RÉPONSE

1

SAUVER DES VIES EN STOPPANT LA PROPAGATION DE LA MALADIE



Financement requis: 6 960 000 d'USD

Résultat 1.1: La propagation de la maladie est contrôlée dans les pays affectés et prévenue dans les pays à risque

La FAO fera appel à ses nombreux réseaux de services de vulgarisation agricoles, qui permettent d'engager une communication efficace à double sens, sensible aux traditions locales des zones rurales. Les efforts de la FAO se concentreront sur les pays affectés (la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone) et sur les pays où le risque d'importation du virus existe. En collaboration étroite avec l'UNICEF, l'OMS et d'autres acteurs de la santé, la FAO contribuera à la mobilisation sociale et aux efforts de communication pour le développement, afin de sensibiliser et d'améliorer les connaissances, les comportements et les pratiques concernant la MVE. Une attention particulière sera portée au genre et aux jeunes.

Les activités spécifiques de la FAO en matière de mobilisation sociale et de communication de risque sur la MVE consisteront principalement à :

- identifier et faire face aux facteurs de risque en collaboration avec les partenaires;
- mobiliser les communautés à travers les clubs d'écoute communautaire, les champs écoles paysans, les fermes écoles, les associations de santé animale et d'autres réseaux;
- conduire des formations sur la sensibilisation aux bonnes pratiques pour limiter le risque d'infection;
- mener des formations de formateurs pour sensibiliser sur la MVE et augmenter la production alimentaire;
- développer du matériel de communication (posters, banderoles, t-shirts, émissions de radio, etc.) en langues locales;
- former les autorités locales, dont le personnel chargé de la surveillance des animaux, les autorités forestières, les groupements de producteurs, les usagers des forêts, les femmes et les jeunes aux bonnes pratiques pour limiter le risque d'infection par les virus Ebola; et
- former les autorités nationales et renforcer les services de développement ruraux afin d'améliorer leur compréhension, et renforcer et autonomiser les initiatives de la société civile à l'échelle nationale.

Au Libéria, cinq cent associations de femmes (environ 30 000 femmes) seront formées et impliquées dans la sensibilisation sur Ebola dans leurs communautés voisines sur le long terme. En Sierra Leone, 70 000 ménages seront sensibilisés. En Guinée, 110 agents de vulgarisation agricole et rurale seront formés pour sensibiliser 47 000 ménages.

Résultat 1.2: Préparation et capacités de réponse améliorées aux niveaux national et régional

La FAO est déjà très impliquée dans la promotion et le soutien à la préparation multisectorielle aux maladies zoonotiques (par ex. la grippe aviaire hautement pathogène, les zoonoses endémiques comme la rage, la brucellose et l'anthrax) en partenariat avec l'OIE, l'OMS, des agences internationales et nationales, la recherche et d'autres partenaires. La FAO apportera un soutien aux pays affectés et aux pays les plus à risque dans la région, afin d'améliorer leurs capacités en matière de planification de mesures d'urgence dans le cadre de l'approche "Une seule santé"⁹

En collaboration avec l'OMS et l'Organisation Ouest Africaine de la Santé, la FAO va:

⁹ L'approche «Une seule santé» repose sur le principe d'interconnexion entre la santé humaine, animale et l'environnement. Elle inclut une approche coordonnée, collaborative, multidisciplinaire et multisectorielle pour répondre à des risques potentiels ou existants qui trouvent leur origine à l'interface entre les hommes, les animaux et les écosystèmes.

- évaluer les capacités de préparation et de réponse à travers des évaluations des besoins multisectoriels;
- promouvoir un système global de réduction des risques et de réponse face à la MVE et d'autres maladies constituant une grave menace, en facilitant le développement et l'adoption de documents clés, dont:
 - des plans de préparation aux urgences;
 - des plans de réponse;
 - des plans de relèvement rapide; et
 - des manuels de procédure;
- contribuer à des exercices multisectoriels de simulation (sur le terrain et informatiques) pour tester et revoir les capacités de préparation et de réponse.

Dans les trois pays touchés (Libéria, Guinée et Sierra Leone), la FAO va identifier les zones à haut risque et les populations vulnérables pour mieux cibler et définir les actions potentielles de préparation et de réponse (cartographie des zones à risque) et va:

- élaborer des plans de surveillance, de sensibilisation et de réponse pour la MVE basés sur les enseignements tirés des expériences des pays touchés.
- développer des stratégies et outils de communication sur les risques, des documents d'information et des stratégies / méthodologies de communication impliquant les parties prenantes.

2

**DYNAMISER LES REVENUS ET LA PRODUCTION AGRICOLE
POUR PRÉSERVER LES MOYENS D'EXISTENCE**



Financements requis: 21 200 000 d'USD

Les zones agricoles les plus productives sont également les zones les plus affectées par l'épidémie de MVE. En raison de mesures de quarantaine, les produits agricoles et d'élevage ne peuvent pas atteindre les marchés. Les perturbations dans les transports ont conduit à des excès de nourriture dans certaines zones, entraînant un gaspillage alimentaire élevé, alors que d'autres zones font face à des pénuries alimentaires. Les paysans sont confrontés au double défi de conserver leur production jusqu'à un retour à la normale sur les marchés et de chercher un accès aux marchés pour assurer leurs revenus.

La sécurité alimentaire des ménages vulnérables dans les districts affectés est déjà menacée. La diminution du pouvoir d'achat et l'augmentation des prix des denrées alimentaires pourraient forcer certains ménages à recourir à des stratégies d'adaptation négatives afin d'accéder aux denrées alimentaires. Les stratégies d'adaptation négatives pourraient inclure une baisse de la consommation alimentaire, l'endettement et la vente de biens productifs. Ces actions perturberaient considérablement les modes de vie et entraîneraient la pauvreté.

La FAO apportera également un soutien à la production agricole dans les zones affectées par la MVE et les zones à risque, pour réduire les impacts négatifs de l'épidémie et améliorer la situation nutritionnelle des populations les plus vulnérables. Dans le même temps, la FAO apportera les analyses les plus récentes pour permettre aux décideurs de prendre des décisions avisées.

Résultat 2.1: Les impacts sont évalués dans les pays affectés et les pays voisins

2.1.A. Identifier et évaluer les impacts de la MVE sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence

Évaluer les impacts de la MVE sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence est essentiel pour définir le soutien immédiat nécessaire. Dans les trois pays, la FAO mettra régulièrement en place:

- des évaluations rapides d'urgence pour identifier les impacts directs sur l'agriculture et la sécurité alimentaire et définir les besoins urgents; et
- des évaluations exhaustives pour comprendre les impacts à moyen et long termes et pour adapter l'assistance de la FAO sur le long terme, selon l'évolution des besoins des pays, notamment les problèmes socio-économiques (fermeture des frontières, interdiction commerciale de certains biens et produits comme la viande de brousse).

Résultat 2.2: La sécurité alimentaire et nutritionnelle est assurée ou restaurée

2.2.A. Soutien à la production agricole à travers la fourniture d'intrants agricoles clés

La FAO limitera les impacts négatifs de l'épidémie et améliorera la situation nutritionnelle des populations les plus vulnérables en fournissant des intrants agricoles et des conseils techniques aux ménages agricoles (avec un accent mis sur les femmes et les jeunes). La FAO va, en particulier:

- distribuer des semences commercialisables et à haute valeur nutritive de légumes¹⁰, céréales (par ex. riz de bas-fonds et maïs), légumineuses (par ex. arachide, niébé) et des boutures de manioc;
- stimuler la production contractuelle de semences pour assurer leur disponibilité pour la prochaine saison de semis et fournir simultanément des opportunités de revenus;
- soutenir les productions de rente (par ex. huile de palme, cacao, caoutchouc); et
- dans les zones où la main d'œuvre disponible est affectée, identifier et permettre la mise en place de méthodes alternatives (par ex. location de tracteurs pour la préparation du sol et le transport).

¹⁰ La priorité sera donnée aux variétés de légumes riches en fer, vitamine A, vitamine C, protéine et autres nutriments et minéraux.

2.2.B. Activités post-récolte et commercialisation de la production agricole

Pour réduire l'impact des restrictions sur les agriculteurs et assurer la disponibilité alimentaire au niveau national, la FAO prévoit de:

- assurer la conservation alimentaire et la réduction des pertes post-récolte à travers la fourniture de silos gérés par la communauté ou les ménages, de sacs de conditionnement pour les céréales, de transferts monétaires conditionnels, et d'appui technique;
- améliorer les capacités de transformation locales pour remplacer l'offre extérieure, par la fourniture d'équipements de transformation alimentaire (moulins pour le manioc, décortiqueuses à riz, équipements pour la fabrication de l'huile, etc.) et la formation technique; et
- renforcer la disponibilité des produits agricoles sur les marchés en fournissant des bons de transport, en facilitant les relations commerciales au sein des différentes chaînes de valeur (par ex. l'approche conjointe de la FAO et du PAM en matière d'achats locaux d'aliments [PAA-Afrique]) et l'organisation de foires de produits agricoles dans les zones où l'accès aux denrées alimentaires est restreint.

Les structures agricoles existantes seront utilisées pour permettre aux jeunes et aux agriculteurs d'assurer leurs moyens d'existence, en maintenant un flux stable de revenus, en réduisant les pertes post-récolte par la transformation et la valeur ajoutée et en garantissant une sécurité alimentaire tout en améliorant l'accès des ménages à des aliments nutritifs. A travers la mise en place d'un flux de revenus, le programme fera en sorte que les ménages agricoles aient accès aux revenus nécessaires pour participer à la prochaine campagne agricole.

2.2.C. Alternatives à la viande de brousse

La viande de brousse représente une source importante de protéines et de revenus. Cependant, la chasse, la manipulation, la préparation et la consommation de viande de brousse peut avoir des risques pour la santé, et certains gouvernements ont imposé des restrictions en la matière. Il est donc crucial de fournir une alternative pour maintenir les revenus, assurer la nutrition et réduire les risques pour la santé.

La FAO fournira comme alternatives immédiates:

- du bétail à cycle court (par ex. des élevages de poulets, pigeons, et petits ruminants), des produits vétérinaires et des aliments de bétail;
- du matériel pour aider à la transformation du poisson, mis à disposition localement pour augmenter la productivité du secteur et la disponibilité sur les marchés; et
- des formations et des services d'accompagnement dans le domaine de la santé animale, la productivité des cheptels, la pêche et les méthodes de transformation associées, ainsi que la gestion de petites entreprises pour assurer une durabilité à long terme.

2.2.D. Transferts monétaires, génération de revenus et microfinance

Les différentes mesures prises pour contenir l'épidémie de MVE ont eu un impact direct sur le pouvoir d'achat des ménages. Des filets de sécurité productifs, associant transferts monétaires et fourniture de biens productifs représentent les meilleurs moyens d'assurer l'accès à la nourriture, tout en protégeant ou en restaurant les moyens d'existence des familles vulnérables. Une attention particulière sera portée aux associations de femmes qui ont été fortement touchées par l'épidémie de MVE.

La FAO apportera un soutien à la mise en place de filets de sécurité productifs, dont:

- des transferts monétaires sans conditions pour compenser les conséquences des décès liés à la MVE en termes de main d'œuvre agricole au sein des ménages durant la crise;
- des programmes de travail contre rémunération ou de vivres contre travail pour compenser les pertes humaines, tout en préservant les biens liés à la production (par ex. agriculture de conservation, défrichage, préparation des champs); et
- des transferts monétaires additionnels associés à la fourniture d'intrants pour l'agriculture et l'élevage, permettant de restaurer les moyens d'existence et les biens perdus lors de la crise.
- En Guinée, la FAO appuiera la production agricole, et mettra également en place un programme de transferts monétaires sans conditions ciblant 12 000 ménages vulnérables ainsi qu'un appui à l'épargne et au crédit pour 50 associations de femmes.
- Au Libéria, la FAO appuiera les associations pour l'épargne et le crédit (1 500 associations) par des transferts monétaires conditionnels et progressifs si les membres acceptent de s'engager à promouvoir une campagne de sensibilisation sur Ebola dans leurs communautés.
- En Sierra Leone, la FAO développera un programme de transfert monétaire innovant pour améliorer les revenus et la consommation actuels. Les ménages recevront 15 USD par mois quand les produits de base seront disponibles (pour les acheter sur les marchés locaux) et là où l'offre de services sociaux est trop limitée pour introduire des transferts conditionnels (centres scolaires ou centres de santé non disponibles ou trop éloignés). Ces transferts seront également destinés aux ménages connaissant des contraintes professionnelles ou aux ménages observant une augmentation de leurs charges (par exemple les familles monoparentales, les grands-parents responsables d'orphelins d'Ebola).

2.2. E. Éducation nutritionnelle

L'éducation nutritionnelle aura pour objectif d'informer les communautés sur la nécessité d'adopter des comportements nutritionnels et des pratiques de soins pour prévenir la malnutrition. La FAO mettra en place des activités favorables à la nutrition en étroite collaboration avec l'UNICEF et d'autres partenaires, en mettant l'accent sur:

- la nécessité d'adopter un régime alimentaire équilibré et diversifié, particulièrement dans les zones affectées par l'épidémie et les zones où la viande de brousse et les produits forestiers sont largement consommés; et
- la sécurité sanitaire et l'hygiène alimentaire, en général et dans le contexte particulier de la MVE.

3

RÉDUIRE LES RISQUES ET AMÉLIORER LES SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE ET LES INTERVENTIONS D'URGENCE



Financements requis: 10 550 000 d'USD

La FAO accompagnera les pays affectés et les pays les plus à risque dans la région pour renforcer la préparation aux menaces infectieuses. L'ampleur de l'épidémie actuelle illustre les difficultés pratiques qui existent en termes de prévention et de contrôle de la transmission humaine, une fois le virus passé de l'animal à l'homme. Réduire les risques d'exposition pour l'homme, liés à la consommation de viande de brousse, aux pratiques de chasse et de transformation de produits animaux et forestiers, est une étape importante dans la prévention de futures épidémies de MVE. Tout en renforçant les systèmes nationaux et régionaux d'alerte précoce, la FAO aidera à développer la résilience des communautés en capitalisant les initiatives liées à la restauration des moyens d'existence ainsi que des filières de commercialisation.

Résultat 3.1: Des systèmes nationaux et régionaux d'alerte précoce sont développés pour identifier le virus Ebola et d'autres maladies au sein de la faune sauvage et déclencher des réponses appropriées

La FAO appuiera la participation des pays à un système régional coordonné et structuré de surveillance des maladies pour mieux comprendre et gérer les risques à l'interface homme-animal-environnement.

En particulier, la FAO:

- conduira des études sociologiques et anthropologiques liées aux facteurs de risque;
- évaluera le risque de la transmission du virus de la faune sauvage et autres animaux aux populations humaines afin de formuler des options de gestion du risque;
- développera des systèmes de surveillance de la faune sauvage et des animaux;
- appuiera directement la collecte et l'analyse de données épidémiologiques;
- formera les partenaires à la collecte de données épidémiologiques sur la faune sauvage en utilisant des mesures de biosécurité adéquates;
- soutiendra les approches participatives avec les parties prenantes locales pour améliorer la sensibilisation, l'hygiène et les efforts de prévention des maladies au niveau local:
 - développement de manuels et de guides d'orientation, ateliers sur les activités de sensibilisation communautaire et consultation des parties prenantes;
 - soutien aux outils de prise de décision basés sur des évidences et le matériel de plaidoyer pour renforcer l'approche « Une seule santé »;
- soutiendra la mise en place d'une plateforme « Une seule santé » et son opérationnalisation:
 - promotion des échanges d'information entre les différents secteurs, de la surveillance communautaire et la fourniture de services innovants;
 - développement d'approches progressives/par étapes pour intégrer la prévention des zoonoses et leur contrôle;
 - promotion de la surveillance « Une seule santé » à l'interface animal/homme pour les zoonoses émergentes identifiées;
- améliorera/établira la surveillance et renforcera les capacités de diagnostic de réservoir animal potentiel (domestique ou sauvage), et;
- adoptera une approche « Une seule santé » comme mécanisme multidisciplinaire pour traiter les menaces pour la santé publique et réduire les risques à l'interface animal - homme - écosystème.

Résultat 3.2: Les vulnérabilités des communautés dépendantes de la viande de brousse sont évaluées

La FAO procédera à:

- des analyses de la chaîne de valeur de la viande de brousse; et
- des analyses quantitatives et qualitatives de la viande de brousse comme source de protéine pour les communautés de chasseurs et vivant dans les zones forestières, et de la viande de brousse comme source de revenus
- des propositions alternatives aux communautés les plus vulnérables.

Résultat 3.3: Les bonnes pratiques de réponses d'urgence à la MVE sont promues

Dans les trois pays (Libéria, Guinée et Sierra Leone), la FAO organisera des ateliers nationaux et régionaux pour capitaliser sur les initiatives liées à la restauration des moyens d'existence et à la réduction des risques d'exposition à la MVE, telles que les approches basées sur la méthodologie des Champs écoles paysans (CEP) où les membres ont défini les conditions d'accès à l'épargne et au crédit, mais aussi pour tirer les leçons, identifier les limites et développer des plans d'actions pour les prochaines étapes.

4

RENFORCER LA COORDINATION POUR UNE RÉPONSE AMÉLIORÉE



Financements requis: 3 715 000 d'USD

Résultat 4.1: Des actions régionales et nationales sont coordonnées pour une réponse efficace et rapide

La FAO, le PAM et d'autres acteurs du secteur de la sécurité alimentaire assureront une intervention efficace et rapide face à l'épidémie de MVE grâce à un renforcement des capacités aux niveaux régional et national. Cela permettra de: (i) améliorer l'efficacité de l'intervention humanitaire, basée sur une obligation éthique et de redevabilité aux populations touchées par l'épidémie; (ii) reconnaître la diversité en tant qu'atout de la communauté humanitaire; (iii) reconnaître l'interdépendance entre les organisations humanitaires; et (iv) assurer l'engagement à développer et entretenir des partenariats efficaces.

En raison du caractère transfrontalier de la crise, la FAO et ses partenaires ont commencé à mettre en place le système de coordination de la réponse régionale et nationale en matière de sécurité alimentaire.

Pour permettre une approche holistique, la FAO contribuera aux activités du Cluster sécurité

alimentaire incluant:

- le soutien au Groupe de travail régional Sécurité alimentaire et Nutrition (FSNWG) de Dakar (Sénégal), pour superviser la coordination régionale; et
- la contribution au développement des mécanismes nationaux de sécurité alimentaire et de nutrition établis en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, notamment par le soutien aux groupes sectoriels si de nouvelles unités sont mises en place.

La réponse à l'épidémie de MVE est pilotée et appropriée par les pays. Afin de soutenir cette réponse nationale, le groupe régional FSNWG constituera la plateforme pour l'analyse et la diffusion des besoins en matière de sécurité alimentaire à tous les acteurs concernés, afin de permettre des réponses ciblées et appropriées, qui prennent également en charge les perturbations dans le commerce et la chaîne de valeur ainsi que leurs conséquences sur les moyens d'existence et sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le FSNWG travaillera en étroite collaboration avec les autres groupes sectoriels. Les équipes régionales et nationales participeront à la coordination, aux réunions entre groupes sectoriels et aux réunions sur les questions intersectorielles. Le FSNWG assurera que tous les éléments du cycle de projet du Comité permanent inter-agences des Nations Unies (IASC) sont coordonnés, notamment les évaluations, l'analyse des données, l'analyse des interventions, la redevabilité vis-à-vis des populations affectées et le suivi et l'évaluation. Des activités de renforcement de la résilience seront promues dès le début des opérations, pour assurer une transition fluide entre l'intervention d'urgence et de redressement.

Les activités régionales consisteront à:

- concevoir des méthodologies de collecte de données en étroite collaboration avec les parties prenantes, et superviser les processus de collecte de données à différents niveaux, incluant l'analyse, en particulier sur la sécurité alimentaire, l'économie sociale et la nutrition;
- poursuivre le suivi de l'épidémie et de son impact sur la sécurité alimentaire, la fluctuation des prix, la production agricole, et fournir aux acteurs une analyse scientifiquement fondée et en temps opportun;
- renforcer les capacités régionales fonctionnelles des réseaux d'information et groupes de travail existants, afin d'assurer l'échange d'informations régionales en temps opportun, tout en servant de plate-forme participative pour la coordination régionale. Cela comprend une liaison avec le Cluster sécurité alimentaire, OCHA, UNMEER et les groupes ad hoc mis en place aux niveaux national et régional;
- mener des consultations régionales et interrégionales afin de cibler et de rationaliser les efforts d'analyse de la sécurité alimentaire, principalement sur l'impact de MVE sur les chaînes de valeur des principaux produits agricoles et d'identifier les mesures d'atténuation, y compris sur les aspects transfrontaliers;
- identifier et promouvoir les bonnes pratiques en matière de réponse à la MVE pour restaurer les moyens d'existence permanents et réduire les risques d'exposition; et

- identifier les zones à risque et les populations vulnérables (cartographie des zones à risque) en apportant un soutien direct dans la collecte et l'analyse des données épidémiologiques, environnementales, démographiques et socio-anthropologiques.

Résultat 4.2: Les capacités techniques et opérationnelles sont renforcées

Cette situation complexe nécessite une approche régionale multisectorielle afin de répondre aux besoins sur le terrain. Pour assurer l'intégration de cette approche dans toutes ses activités, la FAO en assure la supervision et la cohérence à travers:

- le Hub sous-régional pour la résilience en Afrique de l'Ouest/Sahel;
- le Bureau régional pour l'Afrique; et
- la Division des urgences et de la réhabilitation (avec le soutien des départements techniques).

Grâce à sa localisation stratégique du point de vue géographique et socio-politique, le Hub sous régional pour la résilience en Afrique de l'Ouest/Sahel, basé à Dakar, est bien positionné pour assurer la bonne coordination et l'efficacité des programmes en:

- participant de manière active aux forums humanitaires régionaux et aux groupes de travail thématiques (qui se concentrent à Dakar);
- en maintenant une équipe d'experts sur la sécurité alimentaire, la réduction des risques de catastrophe, la nutrition, la santé animale, la faune sauvage et la foresterie, l'épidémiologie, l'anthropologie, la communication, les opérations, et d'autres profils;
- en déployant un appui supplémentaire en termes d'experts et d'outils pour combler les écarts identifiés dans les pays affectés et à risque; et
- en accédant à l'information et en développant des analyses approfondies, afin d'informer les décideurs politiques.

Situé à Accra, le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique est bien positionné pour lier les actions du Hub résilience en Afrique de l'Ouest/Sahel avec les initiatives globales de l'ONU et de la communauté internationale à travers la plateforme UNMEER.

La Division des urgences et de la réhabilitation de la FAO, au Siège, appuie les pays et les partenaires pour la préparation et la réponse aux menaces à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence agricoles. Avec plus de 20 ans d'expérience dans l'évaluation de l'insécurité alimentaire et la gestion des urgences, la Division des urgences et de la réhabilitation apporte une expertise essentielle pour faire face à cette épidémie.

Résultat 4.3: Les informations essentielles sont partagées rapidement et la communication est assurée

Étant donné la complexité de l'épidémie de MVE, il est indispensable que l'information soit partagée de façon optimale, au sein de l'agence et avec le grand public et les partenaires concernés de manière rapide. La FAO prévoit de:

- collecter, rassembler et diffuser les informations sur les impacts socio-économiques et nutritionnels;
- distribuer des documents de stratégie aux partenaires de la FAO, à Dakar et aux niveaux régional et global;
- partager des mises à jour sur la sécurité alimentaire et des notes d'information avec les donateurs, les partenaires et le grand public.

SOMMAIRE DU FINANCEMENT DE JUIN 2015

Liberia: les contributions reçues de la part de FAO/TCP, ASTF, SDC et SFERA¹¹ s'élèvent à 2,3 millions USD; les besoins restants s'élèvent à 7,7 millions USD.

Guinée: les contributions reçues de la part de la Banque mondiale, FAO/TCP, ASTF et SFERA s'élèvent à 6,1 millions USD; les besoins restants s'élèvent à 8,1 millions USD.

Sierra Leone: les contributions reçues de la part de FAO/TCP, ASTF, la BAD et SFERA s'élèvent à 1,3 millions USD; les besoins restants s'élèvent à 11,5 millions USD.

Régional: les contributions reçues de la part du SFERA s'élèvent à 0,3 million USD; les besoins restants s'élèvent à 1,9 million USD.



► USD 10.1 million reçu grace à :

African Solidarity Trust Fund, FAO, Guinea (World Bank loan), Sierra Leone (African Development Bank loan), Special Fund for Emergency and Rehabilitation Activities and Switzerland

¹¹ SFERA: FAO's Special Fund for Emergency and Rehabilitation Activities

BUDGET DU PROGRAMME

Le montant du budget total requis pour la mise en œuvre du Programme de réponse de la FAO (octobre 2014 – décembre 2015) est de 42 425 000 d'USD.

Résumé du budget par résultats et pays en USD Octobre 2014 – Décembre 2015		Guinée	Libéria	Sierra Leone	Pays à faible taux de transmission, pays à risque	Régional	TOTAL
1	SAUVER DES VIES EN STOPPANT LA PROPAGATION DE LA MALADIE						
Résultat 1.1	La propagation de la maladie est contrôlée dans les pays affectés et prévenue dans les pays à risque	1 680 000	2 000 000	1 500 000	450 000		5 630 000
Résultat 1.2	Préparation et capacités de réponse améliorées aux niveaux national et régional	500 000	500 000	150 000	180 000		1 330 000
2	DYNAMISER LES REVENUS ET LA PRODUCTION AGRICOLE POUR PRÉSERVER LES MOYENS D'EXISTENCE						
Résultat 2.1	Les impacts sont évalués dans les pays affectés et les pays voisins	250 000		500 000	50 000		800 000
Résultat 2.2	La sécurité alimentaire et nutritionnelle est assurée ou restaurée	10 850 000	1 500 000	7 500 000	550 000		20 400 000
3	REDUIRE LES RISQUES ET AMÉLIORER LES SYSTEMES D'ALERTE PRECOCE ET LES INTERVENTIONS D'URGENCE						
Résultat 3.1	Des systèmes nationaux et régionaux d'alerte précoce sont développés pour identifier le virus Ebola au sein de la faune sauvage et déclencher des réponses	200 000			550 000	750 000	1 500 000
Résultat 3.2	La vulnérabilité des communautés dépendantes de la viande de brousse est évaluée	300 000			300 000		600 000
Résultat 3.3	Les bonnes pratiques de réponses d'urgence à la MVE sont promues	300 000	5 000 000	3 000 000	150 000		8 450 000
4	RENFORCER LA COORDINATION POUR UNE RÉPONSE AMÉLIORÉE						
Résultat 4.1	Des actions régionales et nationales sont coordonnées pour une réponse efficace et rapide	100 000	1 000 000	100 000	195 000	750 000	2 145 000
Résultat 4.2	Les capacités techniques et opérationnelles sont renforcées				800 000	400 000	1 200 000
Résultat 4.3	Les informations essentielles sont partagées rapidement et la communication est assurée				120 000	250 000	370 000
TOTAL		14 180 000	10 000 000	12 750 000	3 345 000	2 150 000	42 425 000



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

PROGRAMME DE RÉPONSE NATIONALE GUINÉE

RENFORCER LA RÉSILIENCE DES MÉNAGES AFFECTÉS PAR L'ÉPIDÉMIE D'EBOLA

OCTOBRE 2014 – DECEMBRE 2015

ÉPIDÉMIE
DE LA MALADIE À VIRUS
EBOLA



CONTEXTE

L'épidémie de maladie à virus Ebola (MVE) a gravement touché la Guinée, engendrant des pertes humaines tragiques et affectant l'agriculture et la sécurité alimentaire. Le Gouvernement guinéen a adopté des mesures de prévention et de contrôle pour faire face à l'épidémie de MVE incluant l'établissement de zones de quarantaine, des restrictions de déplacement, la fermeture de marchés et l'interdiction de la chasse. Ces mesures entravent la circulation des biens et services à travers le pays et notamment des produits agricoles, provoquant une fluctuation des prix du marché, la perte de denrées périssables et de sources de revenus au niveau de la chaîne de valeur de la viande de brousse. Ces éléments impactent négativement la sécurité alimentaire, l'économie et les moyens d'existence des ménages vulnérables.

Les Ministères de l'agriculture, de l'élevage et de la production animale, avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme Alimentaire Mondial (PAM), ont mené une évaluation rapide conjointe du 14 octobre au 3 novembre 2014 dans 64 préfectures touchées. Les principales conclusions, en ligne avec celles du Modèle de Simulation de l'impact de la maladie sur l'agriculture développé par la FAO/Système Mondial d'Information et d'Alerte Rapide, sont les suivantes:

- La production vivrière totale, y compris celles de riz et de manioc, a connu une baisse d'environ trois pour cent comparée à celle de 2013; cependant dans les zones les plus touchées, les baisses de production sont plus élevées, en particulier en Guinée forestière où les communautés estiment que la campagne de contre-saison pourrait aussi être compromise.
- Un ralentissement significatif a été noté dans les échanges entre les marchés régionaux transfrontaliers: des volumes importants de produits périssables tels que les pommes de terre, les produits maraichers, les fruits et légumes ne sont pas vendus, affectant ainsi les prix du marché et les revenus des commerçants. Ceci concerne principalement la Guinée forestière et la Moyenne Guinée, qui sont les principales zones de production.
- Des changements dans la structure des prix: en septembre 2014, par rapport à la moyenne des cinq ans, le prix du riz local a connu une baisse de 10,3 pour cent à N'Zérékoré, une région connue pour sa production en riz, tandis qu'une hausse de 22,6 pour cent a été enregistrée à Labé, qui n'est pas une zone majeure pour la production de riz.
- Le recours fréquent à des stratégies de survie a entraîné une baisse de 74 pour cent du nombre de repas consommés par jour, une augmentation de 59 pour cent de la consommation de semences et une hausse de 35 pour cent de la vente de biens productifs au sein des communautés touchées.
- Les marchés du travail et des intrants ont été particulièrement touchés depuis le début de l'épidémie, et de nombreux agriculteurs n'ont pas pu mener leurs activités agricoles. Au cours de la saison des récoltes qui démarre, la main d'œuvre pourrait manquer. Les agriculteurs vulnérables ne disposeront pas d'intrants agricoles et d'équipements de transformation nécessaires pour les prochaines campagnes de contre-saison et pluviale de 2015.
- Depuis début 2015, la majorité des cas de MVE sont concentrés en Basse Guinée. Il n'y a plus de cas enregistré en Guinée forestière, là où l'épidémie a commencé en décembre 2013.

- Malgré une diminution du nombre de cas dans le pays, certaines communautés restent opposées à tout changement de comportement et refusent de collaborer avec les équipes médicales. Cela contribue à maintenir élevé le risque de transmission de la MVE dans ces communautés.
- Des mesures de quarantaine sont toujours imposées dans certains villages de la région de Forécariah, ce qui entraîne la perturbation des marchés et altère les moyens d'existence des ménages concernées par ces mesures.

RÉPONSE STRATÉGIQUE

Le principal objectif de la FAO est d'atténuer les impacts négatifs de la MVE sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence en Guinée, et de contribuer aux activités qui permettent de sauver des vies en stoppant la propagation de la maladie pour assurer un retour rapide à la production agricole tout en développant une campagne de sensibilisation et des activités génératrices de revenus.

La réponse de la FAO en Guinée s'appuie sur les campagnes de mobilisation sociale en cours, les évaluations rapides et les évaluations de la chaîne de valeur qui visent à améliorer la compréhension des questions liées à la sécurité alimentaire et la santé publique. Divers intervenants seront impliqués dans le programme, qui sera mis en œuvre en étroite collaboration avec le ministère de l'Agriculture.

Ce Programme National de Réponse est en ligne avec la stratégie de réponse globale de la FAO et fait partie du Programme de réponse à l'épidémie de MVE en Afrique de l'Ouest.

La FAO lance un appel de financement à hauteur de 14,18 millions d'USD afin de venir en aide à près de 75 000 ménages agricoles les plus affectés par l'épidémie en Guinée.

1 SAUVER DES VIES EN STOPPANT LA PROPAGATION DE LA MALADIE

STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA FAO		RÉSULTATS STRATÉGIQUES DE LA FAO EN GUINÉE	USD
Résultat 1.1	La propagation de la maladie est contrôlée dans les pays affectés et prévenue dans les pays à risque	<ul style="list-style-type: none"> - 47 000 ménages sont sensibilisés sur les bonnes pratiques de prévention. - 110 formateurs (personnel technique) formés sur la prévention à la MVE. - 5 500 acteurs communautaires formés sur la prévention à la MVE. 	1 680 000
Résultat 1.2	Préparation et capacités de réponse améliorées aux niveaux national et régional	Identification à court et à moyen terme des zones à haut risque et des populations vulnérables afin de mieux cibler et de définir les actions de préparation (cartographie des zones à risque): <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration de plans de surveillance, de sensibilisation et de réponse pour la MVE basés sur les enseignements tirés des expériences des pays touchés. - Développement de stratégies et outils de communication sur les risques, de documents d'information et de stratégies de communication / méthodologies impliquant les parties prenantes. En particulier, concevoir des outils de communication adaptés aux chasseurs, aux agriculteurs et aux éleveurs. 	500 000
TOTAL			2 180 000

2 DYNAMISER LES REVENUS ET LA PRODUCTION AGRICOLE POUR PRÉSERVER LES MOYENS D'EXISTENCE

STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA FAO		RÉSULTATS STRATÉGIQUES DE LA FAO EN GUINÉE	USD
Résultat 2.1	Les impacts sont évalués dans les pays affectés et les pays voisins	<ul style="list-style-type: none"> - Des évaluations de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont menées de façon régulière et les parties prenantes sont informées. - L'analyse économique des impacts de MVE est effectuée au niveau des ménages et du marché. 	250 000
Résultat 2.2	La sécurité alimentaire et nutritionnelle est assurée ou restaurée	<ul style="list-style-type: none"> - La production agricole, la transformation et la capacité de stockage de 41 600 ménages sont améliorées (à travers la fourniture d'intrants, les champs écoles paysans et les programmes d'épargne et de crédits). - La production et la transformation de légumes, de riz de bas-fonds et de maïs sont dynamisées pour la prochaine saison sèche. 	7 350 000
		<ul style="list-style-type: none"> - Les sources de revenus de 12 000 ménages touchés directement et indirectement par l'épidémie d'Ebola sont diversifiées grâce à l'élevage à cycle court (poulet, porc, et petits ruminants) et aux programmes de travail contre rémunération (transformation du manioc dans les zones péri-urbaines). - Appui aux systèmes d'épargne et de crédits de 50 associations de femmes. 	3 500 000
TOTAL			11 100 000

3 RÉDUIRE LES RISQUES ET AMÉLIORER LES SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE ET LA RÉPONSE D'URGENCE

STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA FAO		RÉSULTATS STRATÉGIQUES DE LA FAO EN GUINÉE	USD
Résultat 3.1	Des systèmes d'alerte précoce nationaux et régionaux sont développés pour identifier le virus Ebola au sein de la faune sauvage et déclencher des réponses	- Capacité des systèmes d'alerte précoce améliorée au sein des structures gouvernementales existantes.	200 000
Résultat 3.2	La vulnérabilité des communautés dépendantes de la viande de brousse est évaluée	- Les alternatives et activités d'adaptation à court et à moyen terme sont identifiées (consommation et activités génératrices de revenus) avec la participation des bénéficiaires.	300 000
Résultat 3.3	Les bonnes pratiques pour les réponses d'urgence à la MVE sont promues	- Développer des interventions basées sur la méthodologie Champs Ecoles Paysans et sur l'épargne - crédit («caisse de résilience»), où les membres du groupe ont mis en place les conditions requises pour faire des économies et bénéficier des crédits afin d'en tirer des leçons, d'identifier les lacunes et développer des feuilles de route pour les futures interventions.	300 000
TOTAL			800 000

4 RENFORCER LA COORDINATION POUR UNE RÉPONSE AMÉLIORÉE

STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA FAO		RÉSULTATS STRATÉGIQUES DE LA FAO EN GUINÉE	USD
Résultat 4.1	Les actions régionales et nationales sont coordonnées pour une réponse efficace et rapide	- La prise de décision basée sur les faits est menée par toutes les parties prenantes qui initient des actions de réponse à la MVE liées à la sécurité alimentaire. - La FAO partage ses approches et initiatives avec d'autres parties prenantes.	100 000
TOTAL			100 000
SOMME TOTALE			14 180 000

MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

Les activités de réponse de la FAO seront mises en œuvre en collaboration avec tous les ministères impliqués dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la santé et du commerce et toutes les parties prenantes impliquées dans la chaîne alimentaire, en plus des partenariats avec les agences spécialisées des Nations Unies. Les activités proposées seront mises en œuvre avec l'appui direct du Hub Sous Régional pour la résilience en Afrique de l'Ouest/Sahel avec le soutien opérationnel et technique du Bureau Régional de la FAO pour l'Afrique et le siège de la FAO.

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE ET BÉNÉFICIAIRES

Le programme couvrira les préfectures les plus affectées par l'épidémie de MVE à savoir:

- Guinée Forestière: Beyla, Guéckédou, Kissidougou, Lola, Macenta et N'Zérékoré
- Haute Guinée: Dabola, Faranah, Kankan, Kérouané, Kouroussa et Siguiri
- Basse Guinée: Conakry, Coyah, Dubreka, Forécariah et Kindia
- Moyenne Guinée: Dalaba et Pita

Environ 75 000 ménages touchés par l'épidémie de MVE seront ciblés par le programme, y compris les vendeurs de viande de brousse et les chasseurs affectés par la fermeture des marchés, ainsi que les femmes qui travaillent sur les marchés et qui sont confrontées à la perte de revenus en raison des interdictions et restrictions imposées.



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

PROGRAMME DE RÉPONSE NATIONALE

LIBÉRIA

RENFORCER LA RÉSILIENCE DES MÉNAGES AFFECTÉS PAR L'ÉPIDÉMIE D'EBOLA

OCTOBRE 2014 – DECEMBRE 2015

ÉPIDÉMIE
DE LA MALADIE À VIRUS
EBOLA



CONTEXTE

La propagation rapide de la maladie à virus Ebola au Libéria a conduit le gouvernement à déclarer l'état d'urgence et à adopter des mesures spéciales pour endiguer l'épidémie, notamment à travers la fermeture des frontières et des écoles et la fermeture temporaire de certains grands marchés alimentaires dans les zones les plus touchées. Ces mesures, aggravées par la crainte de la transmission, ont intensifié les effets de l'épidémie sur les communautés déjà vulnérables et influé négativement sur leur sécurité alimentaire et leurs moyens d'existence.

À la mi-septembre 2014, une mission d'enquête rapide menée par la FAO dans le comté de Lofa (nord-ouest du Liberia) avait révélé un risque significatif d'insécurité alimentaire et un impact sur les moyens d'existence pour les mois suivants. Les trois principaux impacts de MVE sur la sécurité alimentaire qui ont été identifiés sont les suivants:

- Une baisse de la production agricole de l'ordre de 10 à 25 pour cent dans les zones les plus touchées en raison d'une moindre présence dans les champs et d'un suivi irrégulier des cultures en juillet et en août, tandis que le pays était en état d'urgence.
- Une forte hausse du prix des denrées alimentaires et autres produits entre août et octobre 2014, suivie d'une période de stabilisation: la perturbation du transport routier et des marchés a eu pour effet immédiat la flambée des prix des denrées alimentaires. De juillet à octobre 2014, le prix du riz à Lofa était de 40 pour cent plus élevé comparé à l'année précédente, sans compter les prix de certaines variétés de poissons qui avaient quintuplés.
- L'épuisement de l'épargne des ménages et des associations de femmes: les fermetures de marché et les restrictions de mouvements ont réduit la participation aux activités génératrices de revenus et conduit les femmes à utiliser les quelques économies dont elles disposaient pour couvrir les besoins de première nécessité, les obligeant à s'endetter. Certaines femmes qui avaient reçu un crédit de la part de leur association d'épargne-crédit sont décédées des suites de la MVE, et d'autres qui ont survécu n'étaient plus en mesure de rembourser les prêts qu'elles avaient contractés en juin et juillet 2014. Le non remboursement de ces crédits a conduit à l'effondrement de ces systèmes d'épargne-crédit dirigés par des femmes et aura un impact significatif sur la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau des communautés et des ménages, ainsi que sur l'économie locale. Les producteurs qui produisaient des excédents ont vu une baisse de la demande de leurs produits du fait de la baisse du pouvoir d'achat des ménages provoqué par le chômage et la baisses de revenus à la suite de la MVE. Cet effondrement de la demande a considérablement réduit les opportunités de vente pour les petits producteurs.

Cependant, avec le déclin de l'épidémie en mars et avril 2015, le Liberia a été officiellement déclaré indemne de MVE du 9 mai au 28 juin 2015 quand un cas a été confirmé dans le Comté de Margibi. Les communautés locales, en particulier celles qui ont été sévèrement touchées par l'épidémie ne se sont pas encore remises de ses impacts qui ont affecté négativement leur sécurité alimentaire et moyens d'existence.

RÉPONSE STRATÉGIQUE

Les préoccupations les plus urgentes exprimées par les femmes et les hommes interrogés étaient la menace imminente de transmission du virus et le besoin de restaurer leurs moyens d'existence, et notamment des systèmes d'épargne-crédit communautaires. Les communautés n'ont pas été suffisamment sensibilisées sur la transmission du virus, les empêchant ainsi de mener leurs activités. Par conséquent, il était urgent de développer les capacités locales au sein des communautés et de continuer à promouvoir la prévention pour endiguer la propagation de MVE tout en évitant d'avoir un impact négatif sur l'économie locale. Il est indispensable de développer des programmes de transferts monétaires pour aider les associations de femmes à relancer les activités de leurs groupes et des ménages au niveau local à travers des systèmes d'épargne-crédit. Des activités de transferts monétaires conditionnels ont été proposées au sein des communautés, au Ministère de l'agriculture et au Ministère du genre, de l'enfance et de la protection sociale afin de soutenir les campagnes de sensibilisation sur Ebola et d'augmenter la production agricole de bas-fonds pour la consommation des ménages et la génération de revenus.

Ce Programme national de réponse est en ligne avec la stratégie de réponse globale de la FAO et fait partie du Programme de réponse à l'épidémie de MVE en Afrique de l'Ouest.

La FAO lance un appel de financement à hauteur de 10 millions d'USD afin de venir en aide à près de 25 000 ménages agricoles les plus affectées par l'épidémie au Libéria.

1 SAUVER DES VIES EN STOPPANT LA PROPAGATION DE LA MALADIE

STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA FAO		RÉSULTATS STRATÉGIQUES DE LA FAO AU LIBÉRIA	USD
Résultat 1.1	La propagation de la maladie est contrôlée dans les pays affectés et prévenue dans les pays à risque	- 2 500 associations de femmes (environ 50 000 femmes) sont formées et engagées dans la sensibilisation sur Ebola pour partager leurs connaissances avec les communautés voisines sur le long terme. Les transferts monétaires seront utilisés pour mettre en œuvre cette activité afin de relancer les systèmes d'épargne-crédit.	2 000 000
Résultat 1.2	Préparation et capacités de réponse améliorées aux niveaux national et régional	- Les capacités de préparation et de réponse sont renforcées.	500 000
TOTAL			2 500 000

2 DYNAMISER LES REVENUS ET LA PRODUCTION AGRICOLE POUR PRÉSERVER LES MOYENS D'EXISTENCE

STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA FAO		RÉSULTATS STRATÉGIQUES DE LA FAO AU LIBÉRIA	USD
Résultat 2.2	La sécurité alimentaire et nutritionnelle est assurée ou restaurée	- La production de riz et de légumes de bas-fonds est dynamisée durant la prochaine saison sèche. Les transferts monétaires seront utilisés pour mettre en œuvre cette activité (réhabilitation des bas fonds) afin de réactiver les systèmes d'épargne-crédit.	1 500 000
TOTAL			1 500 000

3 RÉDUIRE LES RISQUES ET AMÉLIORER LES SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE ET LA RÉPONSE D'URGENCE

STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA FAO		RÉSULTATS STRATÉGIQUES DE LA FAO AU LIBÉRIA	USD
Résultat 3.3	Les bonnes pratiques pour les réponses d'urgence à la MVE sont promues	- Capitaliser sur les approches basées sur la méthodologie champs-écoles paysans, à travers l'expérience de membres de groupement ayant rempli les conditions requises pour accéder aux systèmes d'épargne-crédit afin d'en tirer des leçons, identifier les lacunes et développer des plans d'action pour les prochaines étapes. - Revitaliser le capital financier des systèmes d'épargne-crédit des associations de femmes grâce à des mécanismes de transferts monétaires conditionnels (pour la sensibilisation à la MVE et la production agricole). - Former en plus 2 000 associations de femmes sur les mécanismes d'épargne-crédits pour diversifier leurs sources de revenus et renforcer leur résilience.	5 000 000
TOTAL			5 000 000

4 RENFORCER LA COORDINATION POUR UNE RÉPONSE AMÉLIORÉE

STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA FAO		RÉSULTATS STRATÉGIQUES DE LA FAO AU LIBÉRIA	USD
Résultat 4.1	Les actions régionales et nationales sont coordonnées pour une réponse efficace et rapide	- Assurer une prise de décision fondée sur des données par les parties prenantes (ONG, ministères et Système des Nations Unies) à travers une surveillance continue et des évaluations régulières de la sécurité alimentaire / nutrition.	1 000 000
TOTAL			1 000 000
SOMME TOTALE			10 000 000

MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

La FAO possède une expérience significative dans des approches intégrées similaires alliant les aspects et les capacités sur le plan social, agricole et technique dans d'autres pays, impliquant des associations d'agriculteurs et des associations de femmes - y compris les champs écoles paysans – à travers des systèmes d'épargne-crédit qui facilitent l'investissement économique et social (tel que la scolarisation des filles), la mise en œuvre de bonnes pratiques agricoles et la surveillance nutritionnelle, favorisant ainsi une culture de la responsabilité et de la résilience au sein des communautés. Les activités proposées seront mises en œuvre avec l'appui direct du Hub Sous Régional pour la résilience en Afrique de l'Ouest/Sahel avec le soutien opérationnel et technique du Bureau Régional de la FAO pour l'Afrique et le siège de la FAO.

La FAO prévoit de développer des partenariats avec l'ensemble des ministères (y compris les Ministères de l'agriculture et de l'élevage, de la santé, du genre et du commerce) et avec les acteurs concernés impliqués dans la chaîne alimentaire. LA FAO favorisera également des partenariats solides avec le système des Nations Unies (PNUD, UNICEF, ONU Femmes) et des organisations non gouvernementales telles que ADC, CARE International, ZOA et les ONG locales.

COUVERTURE GEOGRAPHIQUE ET BENEFICIAIRES

Au total 25 000 ménages seront ciblés dans les zones touchées, où vivent environ 2,4 millions de personnes. Les comtés touchés comprennent Lofa et Montserrado - considérés comme l'épicentre de la MVE - ainsi que Bomi, Bong, Margibi, Gbarpolu, Grand Bassa, Grand Cape Mount, Grand Gedeh, Margibi, Maryland, Nimba, Rivercess, River Gee et Sinoe. Environ 60 000 ménages supplémentaires bénéficieront indirectement de la formation sur les systèmes d'épargne-crédit.

La priorité sera donnée:

- aux populations directement affectées par l'épidémie, à savoir les personnes contacts et leurs familles résidant dans les comtés à proximité des zones les plus touchées; et
- aux populations vulnérables telles que les commerçants et les producteurs qui ont été indirectement touchés par l'épidémie d'Ebola.



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

PROGRAMME DE RÉPONSE NATIONALE

SIERRA LEONE

RENFORCER LA RÉSILIENCE DES MÉNAGES AFFECTÉS PAR L'ÉPIDÉMIE D'EBOLA

OCTOBRE 2014 – DECEMBRE 2015

ÉPIDÉMIE
DE LA MALADIE À VIRUS
EBOLA



CONTEXTE

Depuis mai 2014, la Sierra Leone fait face à l'une des plus grandes épidémies de maladie à virus Ebola (MVE) dans le monde, apparue initialement dans un petit village du district de Kailahun en Guinée voisine. Le pays devrait être l'un des plus touchés par le virus au vu de l'augmentation du nombre de cas signalés en novembre et décembre 2014. En plus de la perte tragique en vies humaines causée par la MVE, ses impacts sociaux et économiques négatifs menacent la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population.

Le gouvernement a adopté des mesures de prévention et de contrôle pour répondre à l'épidémie, y compris la création de zones de quarantaine et des restrictions de mouvements; cependant, ces mesures ont entravé la circulation des biens et services, dont celle des denrées alimentaires, provoquant ainsi des achats dictés par la panique, des pénuries et une flambée des prix. Les récoltes ont commencé en septembre, mais le manque de main-d'œuvre a eu un impact sur la production des cultures vivrières et de rente dans les zones touchées, mettant en péril la sécurité alimentaire de dizaines de milliers de personnes.

L'épidémie de MVE s'est déclarée à une période critique du cycle de production du riz et d'autres cultures vivrières importantes telles que le manioc, les patates douces, les légumes et l'huile de palme. De nombreux agriculteurs n'ont pas pu achever les principales activités agricoles à temps en raison des restrictions de mouvements et par peur de contracter la maladie. En conséquence, la pénurie et la flambée des prix des denrées alimentaires ont été essentiellement notés à cause de:

- la perturbation des activités agricoles et du commerce des intrants et des produits alimentaires dus à l'abandon des terres, les restrictions de mouvements et l'interdiction des marchés hebdomadaires: les rendements de cette année devraient être nettement inférieurs aux niveaux d'avant la crise.
- l'instabilité des prix des denrées alimentaires et d'autres produits de première nécessité due aux pénuries causées par une baisse de la production, les contraintes de transport et la mise en quarantaine: les ménages sont fortement dépendants de la nourriture achetée sur les marchés - 59 pour cent des producteurs doivent acheter du riz supplémentaire pour compléter leur production. L'agribusiness, et notamment les producteurs spécialisés dans les cultures d'exportation sont également touchés, car les opérateurs ne peuvent plus acheter en gros aux agriculteurs / groupements d'agriculteurs parce que les marchés de produits agricoles sont perturbés voire fermés..
- les importantes pertes après-récolte qui surviennent lors du transport des denrées périssables: dans certaines régions, cela se traduit par des pénuries de produits sur le marché, tandis que dans d'autres localités (par exemple à Koinadugu), les prix des différentes variétés de légumes ont chuté à tel point qu'une grande partie de la récolte est laissée à l'abandon et le reste est vendu à bas prix. Les données recueillies montrent une baisse allant de 20 à 100 pour cent des prix au producteur.

Les résultats de l'évaluation rapide indiquent que 47 pour cent des personnes interrogées estiment que l'épidémie de MVE a eu des effets néfastes considérables sur leurs activités agricoles. En Sierra Leone, selon le Modèle de Simulation de l'impact de la maladie sur l'agriculture développé par la FAO/Système Mondial d'Information et d'Alerte Rapide :

- la production agricole totale (2,09 millions de tonnes) a connu une baisse d'environ cinq pour cent par rapport à celle de 2013. Sur ce total, la production de riz usiné (en utilisant le degré d'usinage de 66,7 pour cent) a été estimée à 770 000 tonnes, soit environ 85 pour cent de la production totale de céréales, ce qui représente une baisse de 8 pour cent comparée au niveau de l'année précédente.
- De mi-juillet à août 2014 à Freetown, les pénuries de produits sur le marché ont conduit à une augmentation de 13 à 50 pour cent du prix des principales denrées de première nécessité (par exemple le riz importé, le poisson, le manioc, l'arachide et l'huile de palme).

RÉPONSE STRATÉGIQUE

Le Groupe de travail sécurité alimentaire et nutrition - dont le secrétariat est assuré par la FAO - a fait les recommandations suivantes: (i) procéder à la réouverture des marchés réguliers importants en tenant compte des conditions d'hygiène; (ii) faciliter le transport des denrées alimentaires vers les lieux de commercialisation; (iii) encourager les agriculteurs et les groupements d'agriculteurs à reprendre leurs activités dans des conditions sécurisées dans les localités où la prévalence de la MVE est faible; (iv) octroyer aux petits exploitants des intrants pour la prochaine saison agricole; et (v) suivre la récolte et les tendances du marché. La priorité la plus urgente pour la FAO et tous les partenaires des Nations Unies est de stopper l'épidémie et mettre fin à la perte tragique en vies humaines. Des mesures immédiates doivent également être prises pour éviter une éventuelle crise de sécurité alimentaire.

Ce Programme national de réponse est en ligne avec la stratégie de réponse globale de la FAO et fait partie du Programme de réponse à l'épidémie de MVE en Afrique de l'Ouest.

La FAO lance un appel de financement à hauteur de 12,75 millions USD afin de venir en aide à près de 70 000 ménages agricoles les plus affectés par l'épidémie en Sierra Leone.

1 SAUVER DES VIES EN STOPPANT LA PROPAGATION DE LA MALADIE

STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA FAO		RÉSULTATS STRATÉGIQUES DE LA FAO EN SIERRA LEONE	USD
Résultat 1.1	La propagation de la maladie est contrôlée dans les pays affectés et prévenue dans les pays à risque	<ul style="list-style-type: none"> - mobilisation sociale dans les zones rurales à travers les agents de vulgarisation agricole du Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches - 13 districts couverts et environ 70 000 familles rurales ont bénéficié 	1 500 000
Résultat 1.2	Préparation et capacités de réponse améliorées aux niveaux national et régional	<ul style="list-style-type: none"> - Le Groupe de travail sécurité alimentaire aident les partenaires (ONG, bailleurs de fonds) à revoir leurs programmes pour assurer la cohérence avec la réponse Ebola. - Réduire les risques de transmission d'Ebola provenant de la faune sauvage: renforcer les systèmes de surveillance de la faune sauvage / des animaux, la collecte de données épidémiologiques et la formation pour relier le dépistage de la maladie aux interventions médicales. 	150 000
TOTAL			1 650 000

2 DYNAMISER LES REVENUS ET LA PRODUCTION AGRICOLE POUR PRÉSERVER LES MOYENS D'EXISTENCE

STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA FAO		RÉSULTATS STRATÉGIQUES DE LA FAO EN SIERRA LEONE	USD
Résultat 2.1	Impacts évalués dans les pays affectés et dans les pays voisins	<ul style="list-style-type: none"> - Évaluations de la sécurité alimentaire et nutritionnelle y compris l'analyse de la chaîne de valeur. 	500 000
Résultat 2.2	La sécurité alimentaire et nutritionnelle est assurée ou restaurée	<ul style="list-style-type: none"> - La production agricole d'urgence et la récolte: fourniture d'un kit agricole de démarrage à 50 000 ménages. - Les filets de sécurité: programme de transfert monétaire innovant pour améliorer les revenus et la consommation actuels (les ménages recevront 15 USD par mois). 	7 500 000
TOTAL			8 000 000

3 REDUIRE LES RISQUES ET AMÉLIORER LES SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE ET LA RÉPONSE D'URGENCE

STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA FAO		RÉSULTATS STRATÉGIQUES DE LA FAO EN SIERRA LEONE	USD
Résultat 3.3	Les bonnes pratiques pour les réponses d'urgence à la MVE sont promues	<ul style="list-style-type: none"> - Restaurer les revenus des agriculteurs affectés par l'amélioration de l'accès aux marchés pour les produits agricoles de base (y compris le soutien à la formation et / ou le renforcement des organisations paysannes, les équipements et installations pour le stockage et l'accès au crédit [Caisse de Résilience]). - Soutenir les champs écoles paysans à travers la promotion de la production et de la consommation d'autres sources de protéines animales comme alternatives à la viande de brousse (20 000 ménages ciblés). 	3 000 000
TOTAL			3 000 000

4 RENFORCER LA COORDINATION POUR UNE RÉPONSE AMÉLIORÉE

STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA FAO		RÉSULTATS STRATÉGIQUES DE LA FAO EN SIERRA LEONE	USD
Résultat 4.1	Les actions régionales et nationales sont coordonnées pour une réponse efficace et rapide	- Coordination et échange d'expériences entre les partenaires concernés (ONG, ministères et Système des Nations Unies).	100 000
TOTAL			100 000
SOMME TOTALE			12 750 000

MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

Ce programme sera mis en œuvre en étroite collaboration avec le Gouvernement de la Sierra Leone, en particulier le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire (MAFF), le Ministère du commerce et de l'industrie et le Ministère de la santé et de l'assainissement, et les acteurs concernés qui interviennent sur l'ensemble de la chaîne alimentaire, y compris des partenariats solides avec le Système des Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONG). La mise en œuvre du programme sera basée sur l'actuel cadre de redevabilité mutuelle et les structures de réponse à Ebola (Centre national de réponse à Ebola au niveau central et au niveau des districts et le Groupe de travail présidentiel). La FAO entretient actuellement des partenariats avec des ONG internationales comme Action Contre la Faim, Concern Worldwide, Congressional Research Service, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, Promotion durable de l'agriculture et de la nutrition (SNAP), Plan International et Welthungerhilfe.

La FAO est idéalement placée pour coordonner la mise en œuvre de ce programme en raison de son expertise technique et de son expérience en matière d'assistance au MAFF, en particulier en ce qui concerne la planification, la mise en œuvre et la coordination des programmes agricoles dans le pays.

En outre, la FAO a les capacités institutionnelles nécessaires pour mettre en œuvre avec succès les activités proposées, notamment en termes de coordination des activités de ses partenaires pour atteindre ses objectifs. Les activités proposées seront mises en œuvre avec l'appui direct du Hub Sous Régional pour la résilience en Afrique de l'Ouest/Sahel avec le soutien opérationnel et technique du Bureau Régional de la FAO pour l'Afrique et le siège de la FAO.

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE ET BÉNÉFICIAIRES

En ligne avec le Plan de la Mission des Nations Unies pour la lutte contre Ebola (UNMEER) et suite à la récente évaluation conjointe rapide de la sécurité alimentaire, l'évaluation des récoltes et d'autres études sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, la FAO ciblera directement 70 000 ménages ruraux (environ 349 092 personnes) à l'échelle nationale. Le volume et la priorisation seront basés sur la prévalence de la MVE et l'impact que le programme devrait avoir sur les activités agricoles dans chaque district. Au moins 30 pour cent des bénéficiaires seront des femmes.

Le plan d'intervention actuel se concentrera sur 13 districts dans les régions les plus touchées de Bo, Bombali, Kailahun, Kenema et de Port Loko, avec un soutien apporté à 10 pour cent des ménages ruraux de ces localités. Dans les districts moins affectés de Bonthe, Kambia, Koinadugu, Kono, Moyamba, Pujehun, Tonkoli et Western Rural, cinq pour cent des ménages agricoles seront soutenus.



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

ACTIVITÉS RÉGIONALES

AFRIQUE DE L'OUEST

OCTOBRE 2014 – DECEMBRE 2015

ÉPIDÉMIE
DE LA MALADIE À VIRUS
EBOLA



CONTEXTE

L'épidémie de la maladie à virus Ebola (MVE) a sévèrement touché la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, engendrant des pertes tragiques en vie humaines et affectant les activités économiques et sociales. D'autres pays de la sous-région sont fortement exposés à l'importation du virus (la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée-Bissau et le Sénégal), ou ont déjà signalé des cas d'infection dans leur pays (le Mali, le Nigeria et le Sénégal).

Dans les pays affectés et à travers toute l'Afrique de l'Ouest, l'épidémie a eu un impact significatif sur la sécurité, les économies et les moyens d'existence. En particulier elle affecte le secteur de l'agriculture, menace les moyens d'existence des communautés rurales et met en péril la sécurité alimentaire. Une approche multidimensionnelle et multisectorielle est requise pour endiguer l'épidémie et stabiliser les zones affectées tout en empêchant une crise de sécurité alimentaire de long terme.

RÉPONSE STRATÉGIQUE

Pour combattre les zoonoses comme la MVE, l'approche « Une seule santé » constitue une vision holistique visant à relever les défis complexes qui menacent la santé humaine et animale, la sécurité alimentaire, la pauvreté et l'environnement où les maladies pullulent. Avec l'émergence de l'épidémie de MVE, ces problèmes menacent la santé et le bien-être économique en Afrique de l'Ouest y compris le commerce régional. L'objectif de l'approche « Une seule santé » est d'atteindre la sécurité alimentaire et sanitaire en renforçant les systèmes vétérinaires et de production animale de façon à mieux contrôler les risques de maladie, à garantir la santé du bétail et préserver l'environnement. La FAO va promouvoir cette approche au sein des organisations internationale (OIE et OMS), régionales (CEDEAO/OOAS) et nationales concernées.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et d'autres acteurs du secteur de la sécurité alimentaire assureront une réponse efficace et rapide à l'épidémie de la MVE grâce à une coordination renforcée aux niveaux régional et national. Cela permettra: (i) d'améliorer l'efficacité de l'intervention humanitaire, basée sur une obligation éthique et la redevabilité envers les populations affectées par l'épidémie; (ii) de reconnaître la diversité en tant qu'atout de la communauté humanitaire; (iii) de reconnaître l'interdépendance entre les organisations humanitaires; et (iv) d'assurer l'engagement à développer et entretenir des partenariats efficaces.

La FAO et ses partenaires ont commencé à mettre en place un système de coordination de la réponse régionale et nationale en matière de sécurité alimentaire. Pour permettre une approche holistique, la FAO contribuera aux activités des groupes sectoriels sur la sécurité alimentaire en incluant:

- le soutien au Groupe de travail régional Sécurité alimentaire et Nutrition (FSNWG) basé à Dakar (Sénégal), pour superviser la coordination régionale; et

- la contribution aux mécanismes nationaux de sécurité alimentaire et de nutrition en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, notamment par le soutien aux clusters si de nouvelles unités sont mises en place.

La réponse à l'épidémie de MVE est pilotée et appropriée par les pays. Afin de soutenir cette réponse nationale, le groupe régional FSNWG constituera la plateforme pour l'analyse et la diffusion des besoins en matière de sécurité alimentaire à tous les acteurs concernés, afin de permettre une réponse appropriée et ciblée. La FAO travaillera en étroite collaboration avec le FSNWG et les autres groupes sectoriels. Les équipes régionales et nationales participeront à la coordination et aux réunions entre les groupes sectoriels et aux réunions sur les questions intersectorielles.

Le FSNWG assurera que tous les éléments du cycle de projet du Comité permanent inter-agences des Nations Unies (IASC) sont coordonnés, notamment les évaluations, l'analyse des données, l'analyse des interventions, la responsabilité vis-à-vis des populations affectées ainsi que le suivi et l'évaluation. Des activités de renforcement de la résilience seront promues dès le début des opérations, pour assurer une transition fluide entre l'intervention d'urgence et le redressement.

Les activités régionales exposées ci-dessous sont en ligne avec la stratégie de réponse globale de la FAO et font partie de son Programme de réponse à l'épidémie de MVE en Afrique de l'Ouest.

La FAO lance un appel de financement pour un montant de 2,15 millions de dollars pour soutenir la coordination des activités régionales et nationales, renforcer les capacités techniques et opérationnelles et s'assurer que les informations essentielles sont bien partagées au niveau régional.

REDUIRE LES RISQUES ET AMÉLIORER LES SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE ET LA RÉPONSE D'URGENCE

STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA FAO		RÉSULTATS STRATÉGIQUES DE LA FAO	USD
Résultat 3.1	Des systèmes d'alerte précoce nationaux et régionaux sont développés pour identifier le virus Ebola au sein de la faune sauvage et déclencher des réponses	- Promotion de l'approche « Une seule santé» comme dispositif multidisciplinaire pour gérer les menaces et réduire les risques de maladie infectieuse préjudiciable, à l'interface animal – homme – écosystème	750 000
TOTAL			750 000

4 RENFORCER LA COORDINATION POUR UNE RÉPONSE AMÉLIORÉE

STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA FAO		RÉSULTATS STRATÉGIQUES DE LA FAO AU NIVEAU RÉGIONAL	USD
Résultat 4.1	Des actions régionales et nationales sont coordonnées pour une réponse efficace et rapide	<ul style="list-style-type: none"> - Concevoir des méthodologies de collecte de données en étroite collaboration avec les parties prenantes, et superviser les processus de collecte de données à différents niveaux, y compris l'analyse, en particulier sur la sécurité alimentaire, l'économie sociale et la nutrition. - Poursuivre le suivi de la situation et de son impact sur la sécurité alimentaire, la fluctuation des prix, la production agricole et le commerce, et fournir aux acteurs une analyse scientifiquement prouvée et en temps opportun. - Renforcer un réseau régional fonctionnel des réseaux d'information et groupes de travail existants afin d'assurer l'échange d'informations régionales en temps opportun tout en servant de plate-forme participative pour la coordination régionale. Cela sous-entend la liaison avec le Groupe sectoriel sécurité alimentaire, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre Ebola (UNMEER) et des groupes ad hoc mis en place aux niveaux national et régional. - Mener des consultations régionales et interrégionales afin de cibler et de rationaliser les efforts d'analyse de la sécurité alimentaire, principalement sur l'impact de MVE sur les chaînes de valeur des principaux produits agricoles et les mesures d'atténuation d'identification, y compris les dimensions transfrontalières. - Identifier et promouvoir les bonnes pratiques en matière de réponse à la MVE pour restaurer les moyens d'existence permanents et réduire les risques d'exposition. - Identifier les zones à risque et les populations vulnérables (cartographie des zones à risque) pour un soutien direct dans la collecte et l'analyse des données épidémiologiques, environnementales, démographiques et socio-anthropologiques. 	750 000
Résultat 4.2	Les capacités techniques et opérationnelles sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir un soutien constant aux pays et faciliter l'échange d'expérience et l'harmonisation des méthodologies à travers un groupe d'experts en sécurité alimentaire, en réduction des risques de catastrophe, en nutrition, santé animale, épidémiologie, anthropologie, communication et opérations. 	400 000
Résultat 4.3	Les informations essentielles sont rapidement partagées et la communication assurée	<ul style="list-style-type: none"> - Partager les dernières informations sur la sécurité alimentaire et les notes d'information avec les bailleurs de fonds, les partenaires et le grand public. - Collecter, rassembler et diffuser les informations et analyses sur les conséquences immédiates et à long terme de la crise sur le secteur agroalimentaire, agro-écosystémique et les populations qui en dépendent, en particulier les plus vulnérables. 	250 000
TOTAL			1 400 000
SOMME TOTALE			2 150 000

ÉPIDÉMIE DE LA MALADIE À VIRUS EBOLA

CONTACTS

Bukar Tijani | Sous-Directeur général et Représentant régional pour l'Afrique | Accra, Ghana | +233 30 2610930 | bukar.tijani@fao.org

Vincent Martin | Représentant de la FAO au Sénégal, Responsable du Hub sous-régional pour la résilience en Afrique de l'Ouest/Sahel
Dakar, Sénégal | +221 33889 16 59 | vincent.martin@fao.org

Dominique Burgeon | Directeur, Division des urgences et de la réhabilitation | Rome, Italie | +39 06 570 53803 | TCE-Director@fao.org